

M. Nétanyahou ferme face à l'extrême droite israélienne

Après deux crimes attribués à des extrémistes juifs, l'opposition a taxé de laxisme le premier ministre



Cest le chef d'un gouvernement sous pression qui est apparu, dimanche 2 août, devant les caméras. Benyamin Nétanyahou, l'air sombre, a employé des mots graves. Pouvait-il en être autrement après deux " crimes horribles ", selon ses propres mots, attribués à des extrémistes juifs israéliens ? Le premier ministre de l'Etat hébreu se veut déterminé à appliquer la " tolérance zéro " après la mort d'un bébé palestinien brûlé vif en Cisjordanie et l'attaque au couteau d'un colon ultraorthodoxe juif lors de la Gay Pride de Jérusalem, un acte qui a provoqué la mort d'une jeune Israélienne et blessé cinq autres manifestants.

Benyamin Nétanyahou a assuré vouloir " combattre vigoureusement ces manifestations de haine, le fanatisme et le terrorisme d'où qu'ils proviennent ". Cette dénonciation des méthodes employées par les juifs les plus radicaux est rare dans la bouche d'un dirigeant coutumier à s'en prendre au terrorisme palestinien. Près d'un an après le meurtre du Palestinien Mohammed Abou Khdeir, brûlé vif le 2 juillet 2014 par des extrémistes juifs à Jérusalem, Benyamin Nétanyahou est de nouveau confronté à la radicalisation d'une frange de la société israélienne.

La police israélienne privilégie toujours la piste de colons israéliens dans l'incendie volontaire de la maison de la famille Dawabsha, vendredi 31 juillet, dans le village de Douma, en Cisjordanie. Même si très peu de détails sur l'enquête ont été révélés à cause d'un ordre de censure, Benyamin Nétanyahou a indiqué avoir fait passer comme consigne aux services israéliens de sécurité de tout faire pour retrouver les coupables.

Frange la plus radicale

Ces derniers jours, l'opposition parlementaire israélienne n'a pas ménagé ses critiques contre le chef du gouvernement et sa coalition très à droite, fervents soutien de la colonisation. Isaac Herzog, à la tête de l'Union sioniste (centre gauche), a taxé " Bibi " de laxisme estimant que " lorsque l'Etat le veut, il peut lutter contre le terrorisme ". Mais le reproche le plus sévère est venu de l'un de ses anciens ministres, Yaïr Lapid (centre), pour qui le premier ministre a perdu " le contrôle de l'Etat ". En réponse, le cabinet de sécurité a décidé d'étendre la détention administrative aux juifs extrémistes. Une disposition héritée du mandat britannique qui permet d'emprisonner pour une durée indéterminée et sans motif, une pratique jusqu'alors exclusivement réservée aux Palestiniens.

La consigne est claire : il faut mettre hors d'état de nuire la frange la plus radicale de la société israélienne qui n'a cessé de se développer, notamment dans les colonies. " Il aurait certainement fallu agir en amont contre ces éléments extrémistes ", concède Emmanuel Navon, professeur de sciences politiques à l'université de Tel-Aviv et membre du Likoud, interrogé par *Le Monde*. Mais il relativise leur importance : " Les extrémistes responsables des dernières attaques sont à la marge de la société. Même Naftali Bennett, le ministre le plus proche des colons - chargé de l'éducation de l'actuel gouvernement et à la tête du parti d'extrême droite Foyer juif - , a condamné ces agissements. Les groupuscules violents ne représentent rien politiquement. " Selon lui, il faut les différencier du reste des colons de Cisjordanie qui ont voté en masse pour le parti du premier ministre ou ses alliés lors des dernières élections.

Une explication rejetée par les dirigeants palestiniens. Immédiatement après l'attaque en Cisjordanie, le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a fait le lien entre le meurtre

du bébé et " *la politique de colonisation menée par le gouvernement israélien* ". Plusieurs voix en Israël se sont fait entendre pour dénoncer un mal profond dans la société israélienne. Lors du rassemblement à Tel-Aviv contre les crimes de haine et le racisme qui a rassemblé samedi plusieurs milliers de personnes, Shimon Pérès a scandé devant la foule : " *Celui qui incite à la haine contre les Arabes d'Israël, qu'il ne s'étonne pas lorsqu'on incendie des églises, des mosquées et, qu'à la fin, on brûle un bébé dans la nuit.* " Une attaque à peine voilée de l'ancien président israélien contre le premier ministre en fonctions, qui avait conjuré ses électeurs à se déplacer en masse lors du dernier scrutin affirmant que des bus entiers de citoyens arabes d'Israël avaient été affrétés jusqu'aux bureaux de vote.

Pour s'attaquer à ces dérives antipalestiniennes et homophobes, Gideon Rahat, professeur au département de sciences politiques de l'université hébraïque de Jérusalem, conseille de mettre le nez dans les programmes des écoles religieuses, notamment celles financées par l'Etat. " *Il faudrait pouvoir évoquer l'homosexualité dans les yeshivot - centre d'enseignement hébraïque - pour parvenir à davantage de tolérance, mais c'est impossible, c'est tabou. Il en est de même pour ce qui est des Arabes* ", analyse le chercheur. Avant de conclure : " *Tout le monde s'attend désormais à des représailles palestiniennes. Une fois qu'elles auront eu lieu, le gouvernement reprendra sa rhétorique sécuritaire et en profitera pour ne rien changer.* "

Nicolas Ropert

© Le Monde

◀ **article précédent**

Assassinat d'un cacique du régime...

article suivant ▶

Les électeurs appelés aux urnes...